

Pacte politique et Social «Juntos podemos más» ("Ensemble, nous pouvons plus")

Laboratoire du néolibéralisme aux années '70 et '80, le Chili ne pouvait pas être une exception. Rappelons-nous que les anciens maîtres des "Chicago Boys" chiliens au Département d'Économie de l'Université de Chicago, Friedrich von Hayek et Milton Friedman s'étaient déplacés en personne pour soutenir le Chili de Pinochet et vanter "le miracle économique chilien". Les vents de la mondialisation néo-libérale ont pénétré, là aussi et très tôt, la coalition socialiste démocrate-chrétienne au pouvoir, devenue de plus en plus le référent de confiance du patronat chilien. Mais une alternative progressiste se lève avec force : le pacte politique de la gauche extraparlementaire chilienne



Au Chili, le pacte politique de gauche *JUNTOS PODEMOS MÁS* regroupe plus de 53 organisations sociales et politiques extra parlementaires qui aspirent à une véritable démocratie, participative et directe, comme système d'organisation de la vie politique ainsi qu'à un nouveau système économique fondé sur la justice sociale, en passant par le rétablissement de la vérité et de la justice pour les victimes de la dictature car *Un autre Chili est Possible !*

Extraits :

« PODEMOS », document fondateur, 13 décembre 2003 :

«Au Chili, en Amérique Latine et partout dans le monde, un petit pourcentage de la population possède de grandes richesses tandis que les majorités manquent presque de tout. Cette minorité s'est appropriée systématiquement le pouvoir politique, la force économique et la technologie. Ce phénomène qui détruit les souverainetés et les indépendances nationales a atteint son expression maximale dans les traités de libre échange et particulièrement dans l'imposition du traité de libre échange pour les Amériques (ALCA).

«La structuration de marchés soumis au dictats et aux conditions du pouvoir économique global démontre avec évidence l'énorme pouvoir des compagnies multinationales, aux niveaux local, régional et mondial. Ainsi, tandis que le capital financier international se concentre, les économies locales perdent de manière accélérée leur autonomie et sont obligées de s'adapter du fait de l'extorsion implicite et explicite imposée par ces nouveaux pouvoirs. Ces derniers se sont aujourd'hui bien structurés et organisés à travers le perfectionnement et la promotion politique d'organismes comme le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale, l'Organisation Mondiale de Commerce (OMC) et d'appareils de coordination et domination comme le G8. Et lorsque des résistances se développent face à ces politiques, les États-Unis et leurs alliés coalisent militairement, avec la complicité de certains autochtones qui espèrent des retombées chimériques des bénéfices de la voracité impérialiste.» (PODEMOS, document fondateur, 13 décembre 2003).

Plate-forme programmatique pour un Chili juste, solidaire, souverain et démocratique (2005) :

«Au Chili d'aujourd'hui, le grand capital domine non seulement les moyens de production mais aussi la pensée, au moyen du contrôle des médias et de l'information. Dans l'état actuel des choses, les solidarités anciennes se désagrègent et, en définitive, on assiste à la désintégration du tissu social et à la déconnexion des personnes. Les référents politiques et sociaux du peuple n'ont pas échappé à cette fragmentation.

«Mais le projet néo-libéral de la dictature, fait sien par la Concertation (socialiste - démocrate chrétienne) a déçu les espérances de la majorité populaire. La tragédie sourde que subit notre peuple aujourd'hui requiert une responsabilité et une lucidité accrues pour désarticuler avec rapidité la tyrannie, pas principalement des armes, mais surtout de l'argent. Nous sommes convaincus qu'il est possible

Sur Internet :

Au Chili : <http://www.podemos.cl>

À Liège : <http://users.belgacom.net/chili30ans/>

d'articuler un vaste ensemble de forces politiques et sociales de gauche, progressistes et anti-néolibérales en vue de conformer un grand mouvement susceptible de surmonter résolument les conditions actuelles d'inégalité et d'injustice sociales, ... capable d'offrir une alternative politique et sociale viable pour le Chili.»

"*Juntos Podemos Más*": extrait de la *Plate-forme programmatique pour un Chili juste, solidaire, souverain et démocratique (2005)*

Document fondateur - Idées centrales :

1. Décision de conformer un mouvement politique capable de redonner confiance au peuple sur ce que les transformations de fond requises sont possibles.
2. Un mouvement présent dans les domaines politique, social, économique, culturel et qui n'élude pas les aspects psychologiques.
3. Un mouvement placé dans la perspective d'un nouveau système économique et social fondé sur la justice sociale et la redistribution des revenus.
4. Un mouvement qui se batte pour récupérer les ressources naturelles aujourd'hui presque entièrement aux mains du grand capital multinational.
5. Un mouvement résolument opposé au néolibéralisme.
6. Un mouvement en opposition à la droite héritière du pinochettisme ainsi qu'à la Concertation au pouvoir qui a fait sienne l'essentiel du modèle socio-économique instauré par les Chicago Boys durant la dictature.
7. Un mouvement capable de construire une démocratie participative et de dépasser l'héritage politique autoritaire de la dictature ainsi que le système électoral « binominal » mis en place pour perpétuer le pouvoir des puissants de toujours.
8. Un mouvement capable de donner aux minorités, aux exclus et aux discriminés les garanties nécessaires pour assurer leur représentativité et le dépassement de leur situation.
9. Un mouvement inscrit dans une perspective latino-américaniste et solidaire des luttes des peuples du continent et du monde.
10. Un mouvement qui assure la préservation de la mémoire historique, qui dénonce les violations graves des droits de l'Homme commises par la dictature et se batte pour le rétablissement de la vérité et pour que justice soit rendue.
11. Un mouvement fondé sur la conviction qu'à la base du système injuste d'aujourd'hui se trouve une violence institutionnalisée qui s'exprime non seulement à travers l'usage des armes contre le peuple mais aussi à travers la violence économique qui marginalise et qui exclut de l'accès à la santé, à l'éducation, au logement et au travail digne.

(PODEMOS, document fondateur, 13 décembre 2003).

2005 - Idées centrales de la plate-forme politique nationale (programme présidentiel) :

**I. LE CHILI A BESOIN D'UNE ALTERNATIVE
(C'est l'objet de l'ensemble du programme)**

II. LE CHILI A BESOIN D'UN PROJET NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL, CE QUI IMPLIQUE :

- 1) Le droit au travail
- 2) Unedistribution des revenus
- 3) Le rétablissement de la souveraineté sur le cuivre et les richesses de base
- 4) Un soutien effectif aux petites et moyennes entreprises
- 5) Un soutien effectif à la petite et moyenne agriculture
- 6) Un soutien effectif à la petite et moyenne industrie minière
- 7) Un soutien effectif à la pêche artisanale
- 8) Une politique énergétique diversifié et indépendante vis-à-vis des multinationales
- 9) Une politique de sécurité sociale qui redonne à l'État son rôle distributeur et régulateur
- 10) Impulsion de la recherche et du développement scientifique et technique

III.- UN PROJET AU SERVICE DES MAJORITÉS, CE QUI IMPLIQUE:

- 11) Education et Culture pour tous
- 12) La santé conçue comme un droit et non comme une marchandise
- 13) Un logement digne pour tous
- 14) La défense et la protection de l'environnement
- 15) Une sécurité citoyenne et l'approche du problème de la délinquance en se fondant sur la justice sociale et le dépassement des exclusions flagrantes présentes dans la société, et non sur la répression

IV. SURMONTER L'HÉRITAGE DICTATORIAL ET DÉMOCRATISER LE PAYS, CE QUI IMPLIQUE:

- 16) Une nouvelle démocratie et une nouvelle Constitution politique (dépassement du système binominal)
- 17) Une démocratie participative, et une décentralisation et modernisation de l'État
- 18) Une reconnaissance effective des peuples originaires et de leur culture ancestrale, mettant fin à la perpétuation du génocide et à l'assimilation culturelle
- 19) Le respect des droits de l'Homme et de la diversité d'idées et d'options éthiques
- 20) Une politique étrangère latino-américaniste